

PRÉFECTURE DE LA HAUTE-SAÔNE

Drire Franche-Comté
Subdivisions de Vesoul

Arrêté préfectoral drire/I/2000 n° 62

en date du 15 JAN 2001

mettant en demeure la SA SILAC - 70600 CHAMPLITTE, de satisfaire aux prescriptions de l'arrêté d'autorisation pour l'installation qu'elle exploite sur le territoire de la commune de CHAMPLITTE.

Le préfet de la Haute-Saône
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

- VU le titre 1^{er} du Livre V du code de l'environnement et notamment son article L 514-1 ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 105 du 21 janvier 1991 autorisant l'extension d'une usine de laquage de produits en aluminium par la SA SILAC à CHAMPLITTE et notamment ses articles 6.3. et 9.1.2. ;
- VU l'avis et les propositions de monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Franche-Comté, en date du 14 décembre 2000 ;

CONSIDERANT que l'exploitation des installations est menée dans des conditions irrégulières et qu'il importe, pour la sauvegarde des intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement susvisé, de mettre fin à cette situation dans les meilleurs délais ;

CONSIDERANT que la protection du milieu naturel impose la mise en rétention des produits liquides susceptibles d'être à l'origine d'une pollution comme le prescrit l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 105 du 21 janvier 1991 susvisé ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute Saône

ARRETE

Article 1^{er} :

La SA SILAC est mise en demeure, pour l'établissement qu'elle exploite sur le territoire de la commune de CHAMPLITTE, zone industrielle, d'assurer la mise en rétention de l'ensemble des produits liquides présents sur son site et susceptibles d'être à l'origine d'une pollution selon les dispositions des articles 6.3. et 9.1.2. de son arrêté d'autorisation n° 105 du 21 janvier 1991, sous un délai de 1 mois.

Article 2 :

Si à l'expiration du délai fixé à l'article 1^{er}, l'exploitant n'a pas déféré à la présente mise en demeure, il sera fait application des dispositions prévues à l'article L 514-1 du code de l'environnement, indépendamment des sanctions pénales prévues en l'espèce.

Article 3 :

Le présent arrêté sera notifié au président directeur général de la SA SILAC, zone industrielle, 70600 CHAMPLITTE. Une copie sera déposée en mairie et en préfecture pour consultation par les tiers.

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter de la notification qui lui est faite du présent arrêté.

Article 4 :

Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Saône, le maire de Champlitte, ainsi que le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée au :

maire de CHAMPLITTE,

directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Franche-Comté à Besançon,

directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Franche-Comté - subdivision de Vesoul.

Pour ampliation
L'Attaché, chef de bureau délégué

Christiane TISSOT

Fait à VESOUL, le 15 JAN 2001

LE PREFET,

Patrick SUBREMON